

Déclaration au CTSD du mercredi 2 septembre 2015

Madame l'inspectrice d'Académie, Directrice académique des services de l'Education Nationale

Ce n'est plus une nouveauté de constater que la politique des moyens scolaires aligne ses objectifs et ses critères de réussite sur les dogmes de l'économie dominante. Concentrations, regroupements technologiques, économies et rentabilité au service de l'ambition et de la réussite individuelle, telles ont été les notions-clés pour comprendre l'évolution des politiques scolaires depuis 1989 sous le ministère de Lionel Jospin.

Ce dont n'avaient pas tenu compte les promoteurs de ces ajustements de moyens, c'est que nombre de petites écoles vouées à disparaître à échéance, nombre de classes uniques pratiquaient des pédagogies avancées ou s'étaient attelées à l'introduction des technologies nouvelles en avance sur les plans ministériels dès le début des années 1980. Et les résistances des parents et des enseignants sous forme de manifestations, de classes sauvages dès la rentrée 1989, les colloques et réseaux constitués dans tout l'hexagone et bien médiatisés l'avaient immédiatement révélé au public.

Les prétextes officiels pour les fermetures de petites écoles ont toujours été les mêmes, faisant fi des réalités du terrain : les opposants font preuve d'archaïsme et l'intérêt de l'enfant est au cœur des aménagements en cours. Pourtant, en 1991, le département de l'évaluation et de la prospective faisait connaître les résultats de ses travaux sur les résultats des écoles selon leur taille et leur situation, et montrait que les résultats des classes uniques étaient supérieurs à la moyenne nationale. Il a été suivi en cela par l'IREDU (Institut de recherche en éducation, Dijon), le rapport Ferrier de l'Inspection Générale, et aujourd'hui encore l'Observatoire Education et Territoires confirment l'intérêt des petites structures multi-âges dans le développement cognitif et la socialisation de l'enfant.

Et en 1993 le colloque de Crozon auquel ont participé de nombreuses personnalités reconnues du monde éducatif, avait su faire entendre décisivement l'intérêt des petites structures au point que le ministre de l'éducation François Bayrou a décrété un moratoire sur leur suppression, soit un coup d'arrêt à la politique de concentration des moyens scolaires.

Mais celle-ci ne s'est jamais vraiment interrompue, quels que soient les rapports produits, les faits accomplis de fermetures accélérées et irréversibles n'ont pas manqué.

Et elle vient d'être relancée au grand jour par Mme Najat Vallaud-Belkacem sous la forme d'un chantage : chaque département où la DASEN, le CG et les grands élus signeront une charte où ils s'engagent à supprimer les petites écoles rurales et à transformer les RPI éclatés en RPI concentrés, bénéficiera d'un maintien de l'attribution globale de postes sur 3 ans. Carotte pour les uns, bâton pour les opposants que sont souvent les élus et les parents d'élèves directement concernés.

Madame l'Inspectrice d'Académie, vous le savez, les parents d'élèves, les élus et les enseignants de la municipalité de Berrien sont en lutte depuis plusieurs mois pour sauver la quatrième classe de leur école qui a fait l'objet d'une mesure de carte scolaire débouchant sur cette fermeture. Depuis cette décision, des actions ont été menées sur place comme l'initiative des élus de fixer à un euro du m² le terrain et grâce à elles le chiffre des effectifs a évolué nettement à la hausse. Cela doit modifier la décision de fermeture décidée en avril dernier.

Il va de soi que nous soutenons totalement leur action pour toutes les raisons précédemment évoquées de façon globale et sur la dimension locale de continuité pédagogique qui exige le maintien sur son poste de la collègue faisant l'objet de la mesure de carte scolaire.

Nous soutenons aussi l'action des parents d'élèves de l'école Mona Ozouf de Bannalec, qui par leur présence sont venus rappeler l'urgence d'une ouverture de classe face à la hausse du nombre d'inscriptions et des situations sensibles. Les parents de l'école de Riec expriment aussi en cette rentrée scolaire leur mécontentement.

Nous faisons le triste constat d'une attaque générale contre les écoles rurales, et de la disparition programmée de ce qui constitue un maillage territorial remarquable où des pratiques différentes et humanistes n'avaient pas attendu une utopique et fallacieuse promesse de refondation de l'école.

Avec les parents, les collègues enseignant(e)s et salarié(e)s de l'éducation, avec les élus de petites communes, nous continuons à penser que la démocratie doit permettre de sauvegarder des espaces favorables à l'épanouissement d'enfants heureux sans aucun soupçon de privilège indu et de leur épargner les effets destructeurs déjà illustrés sur les petites exploitations agricoles, le maillage ferroviaire, l'habitat ou les secteurs bancaires et industriels, des concentrations au seul service du dogme inhumain de l'équilibre budgétaire.